



www.placeaupeuple.fr

Austérité : les femmes en première ligne

En France comme dans toute l'Europe, les femmes sont durement touchées par la crise. Ces effets sont accentués par les politiques d'austérité et de « compétitivité » mises en place par le gouvernement, en réponse aux exigences patronales.

Elles sont aujourd'hui les premières concernées par la croissance du chômage et du sous-emploi.

Elles sont les premières touchées par les emplois précaires et par le temps partiel. Ce dernier a connu une forte croissance depuis vingt ans, concernant très majoritairement les femmes (plus de 80 % des emplois à temps partiel) et dans la très grande majorité des cas, il est subi. Dans certains secteurs fortement féminisés, (le nettoyage, la restauration, la grande distribution), les embauches se font seulement à temps partiel. **Or cette croissance organisée du sous-emploi est occultée par les statistiques officielles du chômage. Il demeure largement responsable de la féminisation de la pauvreté :** avoir un emploi ne protège plus de la pauvreté, quand il s'agit d'un emploi au SMIC à temps partiel. Et l'augmentation du SMIC par le gouvernement en juillet dernier a été ridicule...



Ce qui prédomine aujourd'hui, derrière les grandes déclarations sur l'égalité professionnelle, c'est une politique qui se donne désormais pour objectif assumé de faire baisser le « coût du travail », au nom de la compétitivité. Dès lors, comment accepter que la Ministre des droits des femmes se félicite de l'accord national interprofessionnel (ANI) signé par le patronat et des organisations syndicales minoritaires alors qu'il va faciliter les variations d'amplitude horaires en fonction de l'activité et offre des dérogations multiples à la durée minimale fixée à 24h ? Alors que sous couvert de « sécurisation de l'emploi », il renforce et systématisé la flexibilité du travail, l'objectif du Medef étant d'en finir avec toute référence à une durée légale et collective du travail ?

C'est le sens de l'offensive patronale engagée dans toute l'Europe, et à laquelle les politiques gouvernementales, de l'Allemagne à l'Espagne en passant par l'Italie, répondent positivement. **Si ces politiques constituent une attaque contre tous les salariés, les femmes en sont les premières victimes.**

Elles sont également touchées, à la fois comme salariées et comme principales usagères, par la remise en cause des services publics que programment les politiques d'austérité : démantèlement de l'hôpital public avec le maintien de la loi « Hôpital-patients-santé-territoires », manque criant de structures collectives de la petite enfance, pénurie dans l'éducation nationale particulièrement dans les départements les plus pauvres. L'insuffisance de logements sociaux rend assez théoriques les annonces gouvernementales sur les plans de lutte contre les violences faites aux femmes. La protection sociale est également en ligne de mire. Son financement doit être rediscuté, et d'ores et déjà est annoncé un nouveau recul de l'âge de départ à la retraite. Alors même que les femmes paient déjà la faiblesse de leurs salaires, la précarité de leurs emplois et la discontinuité de leurs carrières, leurs retraites restent très inférieures à celles des hommes, et souvent insuffisantes pour en vivre. Enfin, l'ouverture du « débat sur la dépendance » nous inquiète quand au financement auquel il saurait fait appel.

Les femmes mobilisent contre l'austérité pour une politique bien ancrée à gauche

Avec le Front de gauche, construisons ensemble les mobilisations politiques et sociales nécessaires pour obtenir des avancées immédiates et pour faire émerger une alternative à la hauteur des attentes sociales.

Retrouver toutes les propositions du Front de gauche sur son site :

<http://feministe.appels.frontdegauche.fr>

fdgfeministes@gmail.com

Nos propositions

- 1 >** Une loi contre les licenciements boursiers peut et doit être votée.
- 2 >** Une augmentation du SMIC à 1700 euros et une vraie revalorisation des salaires dans les métiers féminisés.
- 3 >** Une interdiction du temps partiel imposé et une réelle réduction du temps de travail, sans perte de salaire ni augmentation de la flexibilité.
- 4 >** Un renforcement et un développement des services publics, notamment pour la petite enfance et les personnes en perte d'autonomie.
- 5 >** Un renforcement et une extension de la protection sociale, et le retour à la retraite à 60 ans à taux plein pour tous.
- 6 >** Une vraie politique de lutte contre les violences faites aux femmes, avec les moyens correspondants.

Une autre politique à gauche est possible.

Le Front de Gauche s'adresse pour cela à toutes celles et tous ceux qui, souhaitent une politique en rupture avec la financiarisation de la société et le productivisme.

L'alternative à l'austérité, c'est possible !

Retrouvez toute l'actualité du Front de Gauche sur le site :

www.placeaupeuple.fr